

L'ÉCO

de la semaine

24 juillet - 30 juillet 2021

FOIRE INTERNATIONALE DE MADAGASCAR (FIM) 16 - 19 septembre 2021

📍 Zone Forello Expo Tanjombato

-40%

SUR LES
STANDS

TARIF NÉGOCIÉ POUR LES MEMBRES DE LA CCIFM

A travers l'action citoyenne, les stands sont à -30% pour cette 15ème édition de la FIM. En présentant votre carte adhérent CCIFM avec votre bon de commande, vous bénéficierez d'une remise exceptionnelle supplémentaire de 10%. N'hésitez pas à venir récupérer votre carte adhérent dans nos locaux, au besoin.

Pour rappel, le tarif d'un stand comprend : le frais de dossier, structures métalliques, cloison bâche tendu, support enseigne, électricité, spot, badge et invitation ainsi qu'un stand digital sur e-FIM.

SÉANCE D'INFORMATION À LA CCIFM

mer
04 août
9h30

La CCIFM, en collaboration avec l'agence Première Ligne, organisera dans ses locaux le Mercredi 04 Août 2021 à 9h30 une séance d'information pour présenter la nouvelle plateforme digitale "e-FIM", qui vous permettra une visibilité à l'international. (25 000+ visiteurs dans le monde depuis son lancement le 27 mai dernier).

Ce sera également l'occasion pour les membres qui sont intéressés par l'organisation de webinaires ou de forums B2B de discuter avec l'agence Première Ligne des thématiques.

**Inscrivez-vous en envoyant un mail à
communication@ccifm.mg. Places limitées!**

Marchés publics – Les appels d’offres regroupés en un site web	4
Filière gemme: Maxime et Patrick Voillot font la promotion	4
Impôts – Les télé-procédures fiscales adoptées	4
Secteur du tourisme : Les opérateurs réclament une réouverture progressive des frontières	5
Gestion des finances publiques : le Mef entame plusieurs réformes	5
Elevage - « Tout doit être remis au goût du jour » dixit Tsiry Andriamahatola	6
Madagascar – Union Européenne : Une réunion décisive sur la révision de l’accord de pêche en septembre	6
Refonte du code minier : Désaccord entre opérateurs et l’administration	7
BFM: Rappel sur les assurances obligatoires	8
Transport aérien - Les aéroports secondaires de l’ADEMA ont du mal à trouver preneurs	8
Finances – Le bonheur dans les prêts	9
Kere dans le Sud : 7,5 millions USD supplémentaires de l’USAID	10
23e région: Feu vert de la HCC	10
Soutien aux paysans: protection sanitaire des exploitants agricoles	10
Enfants dans le Sud de Madagascar : Quadruplement de la malnutrition aiguë, à craindre	11
Concours administratifs : « a-Harihary 2.0 » pour lutter contre la corruption	11
Industrie extractive – Kraoma, la mine des mauvais jours	12
Einstein.mg : Une plateforme d’apprentissage en ligne, lancée par la FES	12
Nouveau plan de circulation à Antanimena : Grands changements des itinéraires et des arrêts de bus	13
Transport en commun: les lignes 015, 192 et 194 inaugureront le «Bus class»	13
Mobilisation pour le Sud - Vers la capitalisation des ressources en eau	14
Sécheresse dans le Sud – La production agricole est réduite à 50%	14
Société Générale Madagasikara : Implication dans un projet de recyclage de déchets en plastique	14
Amélioration de la pêche: SwioFish2 passe à la vitesse grand V	15
Approvisionnement en eau potable à Antananarivo - Un grand problème résolu pour des milliers d’habitants	15
OIF : une mission économique et commerciale prévue en octobre	16
Conjoncture - Une inflation à surveiller de très près !	16
Statistiques – Les impacts du coronavirus à la loupe	16
Rio Tinto QMM : Bientôt de l’énergie renouvelable d’une capacité de 20 MW	17
Ressources naturelles : 98% des mangroves poussent dans l’Ouest du pays	17
Infrastructures – Les acquis de la Rocade d’Iarivo à préserver	18
Transparence budgétaire : Un score de 61/100 à atteindre	18
Relance – La BAD préconise 820 millions de dollars	19
Sécurisation foncière: acquisition des images satellitaires	19
CNaPS : Formation professionnelle pour 849 travailleurs en situation de chômage	20
Les PME face à la Covid-19 - Encore plus de soutiens financiers réclamés par les entreprises	20
« Better World Fund » au dernier festival de Cannes: le « Vita malagasy » mis à l’honneur	21
Covid-19 – Des chiffres évasifs	21

Marchés publics – Les appels d’offres regroupés en un site web

DIAMONDRA RANDRIATSOA | L'EXPRESS | 24 JUILLET 2021

Transparence. C’est sur cette lancée qu’un nouveau site web regroupant près de trois cent deux mille appels d’offres a été mis en place par Digital Mada. Le site <https://appel-offres-madagascar.mg> est le premier site dédié spécialement à la consultation des appels d’offres en ligne. L’accessibilité à toutes les informations sur les appels d’offres est ainsi mise en avant. « Nous voulons appuyer sur le fait que le site est accessible à tout moment. Il est complémentaire au journal dès que la personne peut accéder à internet. En un seul click, l’idée est venue du fait de pouvoir offrir à toutes les entreprises les informations nécessaires », indique Jean Yves Razanakolona Manambisoa, directeur général de la société Digital

Mada.

Les appels d’offres sont filtrés par date pour faciliter la recherche sur le site. « La consultation du site est avantageuse dans la mesure où la personne peut voir en temps réel l’évolution des appels d’offres. Ils pourront ainsi voir lesquels sont ouverts et lesquels sont fermés. Ceux qui sont disponibles sur le site sont déjà classés par date. Ainsi on pourrait savoir quel appel d’offres a été publié récemment ».

Utilité publique

Large diffusion et visibilité. « Dans le cadre des règles du marché public, les appels d’offres doivent être effectués en large diffusion. C’est l’avantage du site pour l’annonceur d’un côté et les prestataires et les fournisseurs d’un

autre », enchaîne le responsable. Sur cette lancée, la consultation ne se limite pas à un seul appel d’offres. Des conseils sur les marchés publics seront prodigués dans le cadre de ce projet.

Le lancement a eu lieu il y a deux semaines, nous avons conçu ce site afin de centraliser les informations concernant les marchés publics, notamment les appels d’offres. É long terme, nous voulons nous projeter sur la version mobile du site en ajoutant d’autres fonctionnalités. Entre autres fonctionnalités, les personnes pourront s’inscrire sur une alerte et ils recevront des notifications dès qu’une annonce est lancée sur le site.

Filière gemme: Maxime et Patrick Voillot font la promotion

ARH | LES NOUVELLES | 24 JUILLET 2021

Le docteur Patrick Voillot et Maxime Voillot, experts gemmologues et producteurs de la série télévisée «A la poursuite des pierres précieuses», sur France 3 et France 5, sont dans nos murs. Le ministère des Mines et des ressources stratégiques (MMRS) a fait appel à ces deux sommités de la gemmologie pour apporter leurs expertises et leurs expériences de plus d’une vingtaine d’années, faire connaître davantage les pierres fines et les pierres précieuses de Madagascar sur le plan international et renforcer la promotion de la filière gemme de la Grande île.

Avec sa chaîne documentaire YouTube traduite en neuf langues, Patrick Voillot s’est fait un nom en réalisant des films documentaires sur les pierres précieuses de quatre continents. Il compte aujourd’hui près de 23 millions de vues, 98.200 abonnés du monde entier, avec diffusion dans plus de 25 pays et sur France 5, Arte, Planète, Odyssée, TV5 Monde. Ce qui devrait permettre à Madagascar de donner à ses pierres fines et ses pierres précieuses leurs justes valeurs.

Tout récemment, la découverte d’un



immense gisement de béryl à Andilana Avaratra, suscite l’intérêt de l’Etat à considérer tous les meilleurs aspects afin d’en engendrer le maximum d’impacts. Les deux experts se sont rendus sur les lieux pour réaliser des tournages de films documentaires. Maxime et Patrick Voillot sont également descendus à Andonabe pour les émeraudes de Mananjary, ainsi qu’à Ilakaka pour ses

saphirs mondialement célèbres.

Pour clôturer leur mission en terre malagasy, les deux experts gemmologues ont tenu une conférence sur le thème «Voyage au cœur des pierres précieuses de Madagascar» au Mining Business Center Ivato, hier.

Impôts – Les télé-procédures fiscales adoptées

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 24 JUILLET 2021

La Direction générale des impôts, DGI peut en être fière. Madagascar passe pour être un pionnier en matière de télé-procédures fiscales qui ont connu un réel succès par les risques encourus de la crise sanitaire. Ces procédés respectent la distanciation sociale, évitent les pertes du temps dans les embouteillages par les incessants déplacements au bureau du fisc.

Ainsi, trois modules sur la plateforme e-hetra sont opérationnels. L’e-déclaration, l’e-paiement et l’e-bilan. Ces zones de confort pour les contribuables ont permis d’arriver à un taux de réalisation de 98,3%. Malgré la situation économique et financière qui prévaut. D’ici la fin de l’année, la DGI entend mettre en ligne quatre autres e-services. L’e-remboursement TVA, l’e-facturation, l’e-Visa et l’e-salariés.

Des réformes structurelles ou plutôt fonctionnelles qui devraient inciter les assujettis à s’acquitter de leurs devoirs envers la nation. Étant donné que le taux de pression fiscale du pays ne représente que 9 à 10% du PIB. L’une des performances les plus faibles en Afrique.

Secteur du tourisme : Les opérateurs réclament une réouverture progressive des frontières

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 24 JUILLET 2021

Le secteur du tourisme est le premier à être affecté de plein fouet par la crise sanitaire liée à la Covid-19 mais il est également le dernier à se relever. En effet, il est aux abois depuis la fermeture des frontières de Madagascar qui a déjà duré plus d'un an et demi. Des milliers d'emplois sont, entre autres, perdus tandis que de nombreuses entreprises sont encore en suspension d'activités. D'autres ont même effectué une reconversion d'activités dans toute la chaîne de valeur. Seules quelques entreprises présentes sur le tourisme national travaillent et peuvent encore poursuivre leurs activités. En outre, les experts internationaux s'accordent à dire que le tourisme mettra du temps à se mettre en place. Et même l'année 2023 reste encore incertaine pour la

Grande île étant donné que la saison touristique se prépare un an en amont.

Rassurer les partenaires. C'est pour cette raison que les opérateurs touristiques au sein de l'association TOP (Tour-opérateurs Madagascar) lancent un appel de détresse aux autorités de tutelle et à toutes les instances supérieures pour que celles-ci prennent une décision sur leur sort. Ils réclament, entre autres, la réouverture progressive des frontières du pays étant donné qu'ils sont fin prêts pour la relance du secteur du tourisme. L'association TOP Madagascar avance également que 90% de ses membres travaillent avec leurs homologues internationaux et ont ainsi besoin de rassurer leurs partenaires sur la situation du tourisme à Madagascar. En attendant cette

réouverture progressive des frontières, cette association accompagne au mieux ses membres par des actions spécifiques, dont, entre autres, la mise en place des protocoles sanitaires et le lancement de la campagne de vaccination.

Par ailleurs, ces derniers ont bénéficié d'un renforcement de capacité, en collaboration avec ses partenaires, dont, entre autres, Miatrika Covid et FMFP. Les formations portent sur le secourisme et la langue anglaise appliquée au tourisme. En outre, 70 personnes ont été formées en matière de conservation et valorisation de la biodiversité. Ce qui leur a permis de maintenir et d'entretenir les capacités et les expériences afin de se préparer à la réouverture.

Gestion des finances publiques : le Mef entame plusieurs réformes

R.R. | LES NOUVELLES | 24 JUILLET 2021

L'Etat mise sur plusieurs réformes pour améliorer la gestion des fonds publics. A l'issue d'une cérémonie de sortie de promotion de 40 nouveaux inspecteurs du trésor, hier au CCI Ivato, le ministre de l'Economie et des finances (Mef) Richard Randriamandranto a donné un aperçu des réalisations de son département pour assurer une bonne gouvernance des finances publiques.

La limitation des devises autorisées par voyageur sortant des frontières de Madagascar à 10.000 euros ou son équivalent, fait partie des réformes engagées par le Mef pour assurer, en partie, la stabilité de la monnaie nationale. «Aucun plafond de l'allocation des devises n'a été fixé auparavant. Des centaines de milliers de devises étrangers ont pu sortir des frontières. Une situation qui fragilise le marché interbancaire des devises dans le pays», a avancé Richard Randriamandranto pour expliquer la nouvelle décision.

Dans un communiqué publié, lundi, le Mef a fait savoir qu'il comptait «limiter autant que possible la fuite des capitaux et éviter toutes formes de spéculations qui peuvent avoir un impact négatif sur le marché des devises».

Toujours dans cette optique, l'Etat entend poursuivre les réformes en termes de rapatriement des devises. «Bien que la tâche ne soit pas facile sur ce point, nous devons déployer tous les efforts pour assurer le rapatriement



L'Etat met en œuvre plusieurs réformes pour améliorer la gestion des finances publiques. Parmi ses priorités figure la consolidation du marché des devises.

des devises. Cela ne concerne pas uniquement l'exportation d'or et de la vanille, mais bien d'autres matières premières», a enchaîné le grand argentier.

Le Mef a également annoncé la suspension des comptes de commerce utilisés par des sociétés d'Etat et autres organismes. Cette décision est prise suite au manque de transparence de l'utilisation d'une grande partie des crédits transférés à ces établissements.

Quarante inspecteurs du trésor prennent fonction

Le corps en charge de l'inspection du trésor est renforcé à travers le

recrutement de 40 nouveaux inspecteurs. Cela fait partie des réformes de l'administration, à en croire le ministre de l'Economie et des finances. La cérémonie de sortie de promotion de ces agents de l'Etat a eu lieu, hier, au CCI Ivato. Après deux ans et demi de formation au niveau de l'Institut Malgache des techniques de planification (Imatep), les nouveaux inspecteurs rejoindront leur poste respectif au niveau national. Le respect de la déontologie et la transparence ont été les maîtres mots durant l'événement d'hier à Ivato.

Elevage - « Tout doit être remis au goût du jour » dicit Tsiry Andriamahatola

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 26 JUILLET 2021

Insécurité, techniques archaïques, données non fiables, manque d'infrastructures... Le secteur de l'élevage à Madagascar rencontre aujourd'hui d'innombrables difficultés, empêchant le développement accru de la filière. En effet, les produits d'élevage ont encore beaucoup de mal à satisfaire les besoins locaux, freinant ainsi l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. « Pour soutenir les opérateurs, mais surtout les éleveurs, tout doit être remis au goût du jour. C'est pourquoi l'élaboration d'une nouvelle politique de gouvernance, adaptée au contexte actuel et répondant aux attentes de tous les acteurs pour les appuyer dans l'amélioration du rendement national et notre compétitivité, est plus que primordiale actuellement. La nouvelle stratégie tiendra alors compte de la facilitation de l'accès au financement et aux intrants pour les éleveurs et les opérateurs », a soutenu Tsiry Andriamahatola Lezoma, directeur général de l'élevage au sein du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, en marge d'un atelier national de réflexion et de concertation sur le sujet, la semaine dernière à Antsirabe.

Grâce à cette concertation nationale,

tous les acteurs concernés ont notamment pu définir les axes stratégiques de redynamisation de ce secteur et ses principales filières de production et de transformation, déterminer les actions à entreprendre et mettre en place une plateforme d'échange intégrée et multisectorielle pour établir la cohérence et la synergie entre tous ces acteurs. « Spécialisé dans l'élevage caprin, j'ai eu l'occasion d'insister sur la professionnalisation des éleveurs, la nécessité de mettre en place un système de recensement du cheptel, l'amélioration des cadres réglementaires ou l'alimentation animale. Ces points devront permettre de valoriser la filière petits ruminants qui reste peu considérée et sous-exploitée », a déclaré Louis Zafisolo, un paysan éleveur de la Région d'Androy. A l'issue des échanges, une ébauche d'une nouvelle stratégie a pu émerger. Celle-ci comporte un projet de gouvernance sectoriel relatif aux structures régaliennes dont le cadrage juridique, le personnel technique ainsi que les moyens techniques et financiers. Plusieurs projets de développement seront également intégrés dans les filières porteuses comme l'élevage bovin et des petits ruminants,



l'aviculture et l'élevage de palmipèdes, l'élevage porcin mais aussi l'apiculture. Le secteur privé s'attend actuellement à des plans concrets. Un atelier de validation des actions stratégiques et des projets de développement sera ainsi programmé au plus tard au mois de décembre de cette année.

Madagascar – Union Européenne : Une réunion décisive sur la révision de l'accord de pêche en septembre

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 26 JUILLET 2021

Les négociations entre l'Etat malgache et l'Union Européenne concernant la révision de l'accord de pêche se poursuivent. « Il y a eu deux ou trois rencontres entre les deux parties depuis le début de cette année, et ce, via une visio-conférence dans le but de discuter sur l'amélioration des principes généraux de cet accord de pêche. L'aspect financier, notamment la révision à la hausse des redevances de pêche à payer par les armateurs européens et l'amélioration des conditions fiscales sur les activités des bateaux de pêche européens, ainsi que la délimitation des zones de pêche faisant la souveraineté de la Grande île constituent les deux points majeurs qui font encore l'objet d'un désaccord entre les deux parties ». Le directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture

au sein du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Dr Etienne Bemanaja, l'a évoqué hier lors de la visite de la délégation ministérielle conduite par le ministre de tutelle, dans la région Boeny, en vue de la célébration de la Journée Internationale des Mangroves.

Plus de retombées économiques. Rappelons que l'Etat malgache a décidé de réviser les accords de pêche, entre autres celui conclu avec l'Union Européenne, et ce, pour une pêche durable et équitable et pour une croissance des retombées économiques positives pour la nation. Il est à noter que lors du précédent accord de pêche entre les deux parties, les redevances de pêche à payer par les armateurs européens étaient fixées à 60 euros par tonne de thon capturée. Dans le cadre

de ce nouvel accord de partenariat de pêche durable qui est en cours de négociation, la transparence et les obligations européennes sont de mise. L'instauration des mesures relatives aux exploitants de pêche nationaux et la limitation du nombre de navires de pêche battant pavillon européen, qui sont autorisés à opérer dans la zone maritime malgache en vue d'exploiter du thon, y seront également soulevées. D'après toujours les explications de ce directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture, la prochaine réunion entre les deux parties aura lieu le 2 ou 3 septembre 2021. « Ce sera une réunion décisive concernant l'avenir de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche entre Madagascar et l'Union Européenne », a-t-il enchaîné.

Refonte du code minier : Désaccord entre opérateurs et l'administration

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 26 JUILLET 2021

Le code minier doit favoriser le développement du secteur des mines et surtout l'intérêt des Malgaches, selon Haja Ralambomanana, président de la Fédération des opérateurs miniers malgaches (FOMM). Pourtant, selon lui, certains articles du nouveau code minier menacent la viabilité des activités minières. Interview exclusive.

Midi Madagasikara (MM). La délivrance des permis miniers a été suspendue depuis plus d'une décennie. Quels sont les motifs de cette décision et quels sont les impacts sur le secteur ?

Haja Ralambomanana (HR). Selon l'administration, le principal motif était l'assainissement du secteur ; car il y aurait des détenteurs de permis qui spéculent uniquement sur les permis en leur possession sans les exploiter donc ne généreraient pas de valeur ajoutée pour l'État.

Ensuite, il y a la nécessité d'une réforme du code minier en vue d'augmenter les perceptions de l'État et intégrer des ajustements qui combleront les vides juridiques.

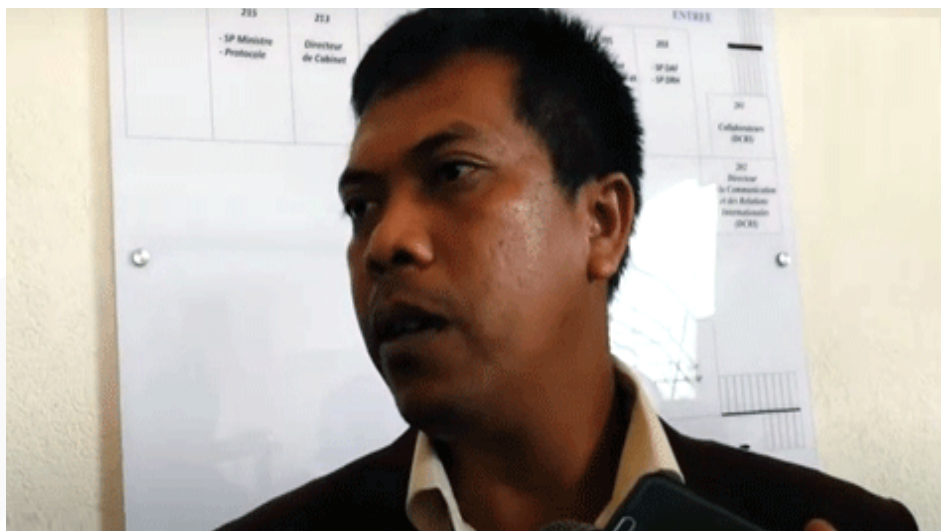
Cette décision a pourtant des impacts négatifs, nous n'avons plus eu de grand investisseur minier depuis QMM et Ambatovy car les investisseurs ont besoin de garantie et d'un environnement favorable pour venir, engendrant ainsi un manque à gagner sur les recettes fiscales de l'État, sur l'emploi et sur le PIB.

En ce qui concerne les petits opérateurs nationaux, dont la durée du permis est plus faible, le gel du renouvellement des permis arrivés à terme a empêché la majeure partie de travailler convenablement et les ont privés de ressources. Tandis que d'autres sont entrés dans l'informel, entraînant ainsi des ruées et une mauvaise image pour le secteur, mais surtout un manque à gagner pour l'État et le pays.

La révision du code minier a engendré une divergence d'idées entre les acteurs concernés. Quels sont ces points de discorde ?

Sur la forme, nous pointons du doigt le mode de prise de décision inéquitable dans le comité de réforme du code minier qui ne repose pas sur un consensus mais sur une prise de décision à la majorité simple biaisée, étant donné que les opérateurs n'ont que deux voix sur cinq. Pourtant, les opérateurs subissent directement la majeure partie des modifications adoptées dans cette réforme.

Sur le fond, mises à part les durées attribuées en matière de recherche,



Haja Ralambomanana, président de la Fédération des opérateurs miniers malgaches (FOMM) et membre du Comité de réflexion pour la refonte du code minier.

d'exploitation et d'octroi de permis qui ne tiennent pas compte des réalités du secteur, le principal problème se situe sur le calcul des redevances et ristournes proposées par l'administration. Non seulement le taux est révisé à la hausse mais l'assiette de calcul est également modifiée, ayant pour conséquence des hausses entre 200 à 400% du montant à payer par les opérateurs.

En effet, les ristournes et redevances passeraient de 2 à 6%. Et l'assiette serait calculée sur la base d'un prix à l'international fixé par l'administration au travers de sites d'e-commerce, qui ne représente pas du tout les contrats réels passés avec les clients sur le marché international. De plus, selon la loi et la Constitution actuelle, seule la matière issue du sous-sol malgache appartient à l'État, donc susceptible d'être frappée par ces redevances et non les différents coûts de production, d'acheminement et de vente de ces produits qui représentent entre 50 et 70% du coût à l'export des produits miniers. C'est pourtant ces différents coûts que les dispositions proposées frapperaient également.

Réellement, quels seraient les impacts de l'application du nouveau code minier, si l'on n'y apporte plus de modification ?

On tendrait vers un déclin du secteur car les projets en cours risquent de

ne plus être viables mais l'attractivité minière de Madagascar aurait également du plomb dans l'aile. Dans le contexte dépressif du marché et les difficultés post-Covid actuelles, des augmentations de coûts de 200 à 400% mettraient à mal la rentabilité des projets en cours et vis-à-vis des autres pays miniers, la compétitivité de Madagascar serait réduite à néant. Nous risquerions alors de passer à côté de l'exploitation de nos ressources minières qui permettrait de soutenir le développement économique de notre pays.

En bref, quelles solutions proposez-vous pour que le secteur bénéficie réellement aux Malgaches ?

Nous ne sommes pas contre une révision du code minier, nous sommes également conscients du caractère non renouvelable des produits miniers, nécessitant une meilleure valorisation pour l'État et pour le peuple. Toutefois, l'exploitation de ces ressources ne pourra se faire sans les opérateurs miniers professionnels actuels, et une entreprise non rentable est vouée à l'échec. Nous proposons donc à l'administration de trouver une solution consensuelle et équitable pour chaque partie qui permettrait d'exploiter intelligemment nos ressources minières et dégager une valeur ajoutée pour tous.

BFM: Rappel sur les assurances obligatoires

ARH | LES NOUVELLES | 26 JUILLET 2021

La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) a tenu à rappeler aux concernés les assurances obligatoires. Elle a notamment dressé une liste de cinq principales assurances obligatoires, à savoir, l'assurance de responsabilité civile des véhicules terrestres à moteur, l'assurance de construction, l'assurance des facultés à l'importation, l'assurance de responsabilité civile scolaire et accident scolaire ainsi que l'assurance de responsabilité civile professionnelle de la réparation, de la vente et du contrôle automobile.

La BFM informe effectivement que «Toute personne physique ou morale

autre que l'Etat, propriétaire de véhicule terrestre à moteur ainsi que ses remorques ou semi-remorques» est assujettie à l'obligation de l'assurance de responsabilité civile des véhicules terrestres à moteur.

L'assurance des facultés à l'importation couvre les biens et marchandises importées. Quant à l'assurance de construction, incluant l'assurance tous risques chantier et l'assurance responsabilité civile décennale, elle concerne les «Architectes, ingénieurs, entrepreneurs ou toute personne physique ou morale ayant conclu un contrat de louage d'ouvrage ou un

contrat de prestation de service avec un maître de l'ouvrage».

Par ailleurs, avant chaque rentrée scolaire, les chefs d'établissement scolaire privé sont obligatoirement assujettis à l'assurance de responsabilité civile scolaire et accident scolaire. Et «Toute personne morale professionnelle de la réparation, de la vente et du contrôle du véhicule» est soumise à l'assurance de responsabilité civile professionnelle de la réparation, de la vente et du contrôle automobile.

Transport aérien - Les aérodromes secondaires de l'ADEMA ont du mal à trouver preneurs

HARY RAKOTO | LA VERITE | 26 JUILLET 2021

Insuffisant ou quasi inexistant. Le trafic aérien sur la plupart des aérodromes secondaires de Madagascar représente un frein au développement. C'est pour cette raison que la société Aéroports de Madagascar (ADEMA) vient de relancer, hier, un appel à manifestation d'intérêt. A rappeler qu'en 2017, elle a déjà lancé la même opération en vue de la gestion et de la remise aux normes d'une quarantaine d'aérodromes secondaires à travers tout le territoire, tout cela à l'image de l'évolution de l'aéroport de Faticy et celui d'Ivato qui sont présentement entre de bonnes mains. Sur la quarantaine d'aérodromes ayant fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt pour une cogestion avec la société ADEMA, vingt-quatre ont trouvé preneurs. La signature de la première vague des contrats de gestion des aérodromes, dont celui d'Antalaha, Vohémar, Mananara-Nord, Analalava, Antsirabe, Manakara et Morombe est déjà effective. Par ailleurs, sept aérodromes gérés par l'ADEMA sont désormais délégués à des opérateurs privés pour un contrat d'une durée de cinq ans renouvelable. A travers ce partenariat public-privé (3P), l'Etat compte redonner un second souffle à ces infrastructures aéroportuaires longtemps laissées à l'abandon, notamment les aéroports d'Antalaha, Vohémar, Mananara, Analalava, Antsirabe, Manakara, Maintirano et Morombe qui seront désormais gérés par des opérateurs privés comme



Filatex, Floribis ou encore Harold Aéroport.

Contrat de gestion

« Ces derniers s'activeront exclusivement dans le système de gestion mais ce sera encore ADEMA qui s'occupera des investissements et du financement », a expliqué le directeur du développement commercial et du partenariat de l'ADEMA au commencement du partenariat. Dans la relance de l'appel à manifestation d'intérêt, cette entreprise précise que vingt-trois aérodromes secondaires n'ont pas encore trouvé preneurs et que les soumissionnaires peuvent déposer leurs dossiers pour exprimer leurs intérêts pour un ou plusieurs aérodromes. Le contrat de gestion est le modèle de partenariat choisi par l'ADEMA, à travers lequel le délégataire assure le

fonctionnement et les investissements nécessaires à leur développement. Ce système est l'alternative idéale pour le désenclavement de certaines Régions. Ainsi, le calvaire du transport routier desservant Maintirano, dans la Région de Melaky, située à 600 km de la capitale, sera bientôt allégé. En parallèle, la RN1 A, dite « Route de l'impossible », reliant Tsiroanomandidy et Maintirano, longue de 400 kilomètres, qui se fait en deux ou trois jours en véhicule 4x4, sera prochainement remise aux normes grâce à la société Nera Airports BTP qui a été sélectionnée par l'ADEMA pour exploiter l'aérodrome secondaire de Maintirano. La gestion de l'infrastructure ainsi que son exploitation sont confiées à Nera Airports BTP pendant une période de cinq années.

Finances – Le bonheur dans les prêts

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 26 JUILLET 2021

Le crédit comme crédo. Suite aux conséquences de la crise sanitaire, ayant décimé les portefeuilles des ménages, des banques primaires leurs offrent des solutions de rechanges. Par des emprunts adaptés et répondant à des besoins spécifiques. Que ce soit pour des fonctionnaires, des salariés, des particuliers et des entreprises. Les formalités à remplir ont été allégées au strict minimum, et des taux d'intérêt en-deçà des « normes habituelles » sont appliqués. Avec une période de remboursement sur le long terme. Des bouées de sauvetage aux gammes sortant des partitions connues. Une contribution nécessaire et utile à la relance économique tant espérée et attendue. Par contre, une autre concurrente a plutôt misé sur les épargnes pour prévoir les jours difficiles.

BNI Madagascar - Extension du Crédit Top Chrono

Une véritable bouffée d'oxygène pour les ménages. « Empruntez aujourd'hui, remboursez dans trois mois ». À travers une accroche claire, BNI Madagascar invite les fonctionnaires et les salariés du secteur privé à aller de l'avant en leur permettant de réaliser leurs projets dans les meilleures conditions après cette longue période de crise sanitaire. Cela, grâce à la nouvelle campagne Crédit Top chrono qui durera jusqu'au 4 septembre.

Les particuliers attendent de leur banque de l'écoute, de la compréhension et surtout de la réactivité. Lorsqu'ils sollicitent un crédit, ils espèrent un déblocage rapide au terme d'un processus simple et allégé. Depuis l'année dernière, BNI Madagascar a lancé le Crédit Top Chrono, arrivé à point nommé en pleine période de crise en faveur des agents de l'État en tenant compte de tous ces paramètres. Une initiative qui a fortement plu si l'on considère l'engouement et la satisfaction des clients autour de cette offre. « Aujourd'hui, toujours en guise de solidarité avec les Malagasy, nous avons décidé de reconduire cette campagne en élargissant l'offre aux salariés du secteur privé. Adaptée à un contexte particulièrement compliqué, cette solution bancaire illustre encore une fois la mobilisation de BNI Madagascar en faveur de ses clients. Débloquée en un temps record, comme son nom l'indique, elle a été conçue pour leur apporter une bouffée d'oxygène avec un différé de remboursement de trois mois, un taux exceptionnel de 11,9% et la possibilité d'obtenir jusqu'à 25 000 000 ariary », explique Manoa Rasandinirina, responsable marketing et communication de la banque.

« Avec la fête nationale, les examens scolaires, les différents événements familiaux, les vacances, ou encore la préparation de la prochaine rentrée ..., la période de l'année allant de juin à août est généralement marquée par l'accumulation des dépenses pour les ménages. La flexibilité des conditions de remboursement matérialisée notamment par ce différé de 3 mois



La société Générale élargit ses offres.

et le délai de remboursement allant jusqu'à cinquante sept mois est donc un véritable cadeau pour ceux qui choisissent le Crédit Top Chrono ».

À l'occasion justement de la fête nationale, BNI Madagascar a associé à cette campagne une « Grande Tombola de l'Indépendance » sur la période du 21 au 30 Juin, ayant fait trois heureux gagnants à l'issue du tirage au sort qui s'est déroulé au siège de la BNI en présence de la Police des jeux. Ils ont gagné des lots plus à la mesure de leur fidélité.

Société Générale Madagasikara - L'épargne retraite en marche

Épargnez dès aujourd'hui pour votre confort de vie à la retraite. C'est sous cette optique que la Société Générale Madagasikara lance un nouveau produit. « On ne peut pas prédire l'avenir mais on peut toujours l'anticiper. Société Générale Madagasikara conçoit une nouvelle offre qui assure la retraite de sa clientèle. Grâce à cette nouvelle offre « Plan Epargne Retraite », le client pourra profiter d'une retraite tranquille et réaliser encore des projets après cessation de ses activités professionnelles » explique un responsable de cette initiative.

Engagée dans la recherche permanente de la satisfaction de ses clients, Société Générale Madagasikara innove constamment pour offrir des solutions adaptées au cycle de vie de sa clientèle.

Ainsi, un nouveau produit s'ajoute au rang, le « Plan Épargne Retraite », une offre qui s'adresse aux particuliers, leur offrant la possibilité de constituer une épargne selon la capacité de chacun durant sa vie active. Et à chaque entreprise, quelle que soit sa taille, désireuse d'offrir à leurs salariés la possibilité d'accéder à une retraite plus tranquille avec un Plan épargne retraite inclus dans sa politique des relations humaines.

« Avoir un capital suffisant au moment de sa retraite, permet d'apprécier cette période post-vie active et de la vivre plus sereinement. Et pour aborder cette étape avec plus de quiétude, Société Générale Madagasikara a conçu une formule d'épargne retraite qui dispose de multiples privilèges comme un plan de versement accessible, souple et adapté à la capacité d'épargne du client, un versement illimité et non plafonné, une alimentation de manière automatique et régulière, des conditions tarifaires allégées: sans frais de tenue de compte, sans frais de clôture à l'âge de la retraite, un placement exonéré et intérêts nets d'IRCM non soumis à aucun impôt, une possibilité de souscrire à un nouveau contrat PER Individuel après une anticipation, des conditions privilégiées du Compte épargne retraite maintenues après la date de retraite (60 ans) si le client choisit de garder son compte », résume notre interlocuteur.

Kere dans le Sud : 7,5 millions USD supplémentaires de l'USAID

C.R. | MA-LAZA | 27 JUILLET 2021

«Aujourd'hui, nous annonçons 7,5 millions de dollars supplémentaires qui serviront à nourrir la population, à soigner les enfants et les femmes enceintes qui souffrent de malnutrition et à essayer de remettre les agriculteurs sur pied », a déclaré hier John Dunlop, Directeur Général de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID). «Nos projets permettront de fournir des vivres, de l'eau potable et des soins de santé à 46.000 individus. Nous fournirons un traitement à 13.000 enfants souffrant de malnutrition. Et 41.000 agriculteurs recevront des semences et d'autres aides, avec l'espoir que la prochaine saison culturale sera meilleure », a-t-il ajouté.

Cette somme permettra de financer les activités de l'Adventist Development and Relief Agency (ADRA) dans la région d'Ampanihy, durement touchée, et de l'Action contre la Faim (ACF) dans les régions Atsimo Andrefana, Androy et Anosy. «La triste réalité est que la crise s'aggrave et continue d'affecter de plus en plus de familles», a déclaré la Chargée d'affaires a.i. des Etats-Unis, Amy J.



Hyatt. «Les États-Unis continueront à se tenir aux côtés du gouvernement et du peuple malagasy pour faire face à cette crise, pour essayer de prévenir la faim et la famine, pour aider ceux qui en ont désespérément besoin» a-t-elle poursuivi.

Ce financement supplémentaire intervient à peine un mois après l'annonce d'un engagement de 40 millions USD au titre d'une aide d'urgence pour le sud et sept mois après

le lancement de trois nouveaux projets d'urgence et de développement d'une valeur totale de 100 millions USD dans la région. Les projets financés par le gouvernement américain permettent de nourrir 683.000 individus, d'améliorer l'accès à l'eau pour 50.000 personnes et de prévenir et soigner la malnutrition chez 159.000 enfants et femmes enceintes. Cette aide se poursuivra jusqu'à fin septembre.

23e région: Feu vert de la HCC

TSILAVINY RANDRIAMAGA | LES NOUVELLES | 27 JUILLET 2021

La Haute cour constitutionnelle (HCC) a déclaré conforme à la Constitution la loi 2021-012 récemment adoptée par le Parlement, sur la création de la 23e région de Madagascar : Vatovavy, née du découpage de la région Vatovavy – Fitovinany en deux. Dans sa décision, la Cour d'Ambohidaha n'a pas fait trop de remarques par rapport aux contenus du texte ou encore sur le nombre de districts composant les deux régions.



Trois districts composeront chaque région, ceux d'Ikongo, Manakara et Vohipeno pour la région Fitovinany et de

Mananjary, Ifanadiana et Nosy Varika pour la région Vatovavy.

La HCC a également validé la loi n°2021-018 relative à la reconstitution des documents fonciers topographiques considérés comme manquants, détériorés ou déchirés appelés communément « Boky rovitra » et « Sarin-tany rovitra » auprès des archives des services de la conservation foncière et topographiques.

Soutien aux paysans: protection sanitaire des exploitants agricoles

ARH | LES NOUVELLES | 27 JUILLET 2021

Une grande première. Pour améliorer la productivité des paysans, la plateforme «mTomady» et le programme de Développement des filières agricoles inclusives (Defis), ont signé une convention de partenariat pour une meilleure protection sanitaire des paysans.

Les frais de santé des paysans souscrits à l'aide d'une plateforme digitale seront supportés à hauteur de 80%. Le partenariat va commencer dans les

districts de Taolagnaro et Tsihombe pour environ 2.500 bénéficiaires. Il s'étendra par la suite dans les deux régions Anosy et Androy qui comptent plus de 30.000 bénéficiaires actuellement.

La présidente de la «Tranoben'ny tantsaha mpamokatra» a salué cette initiative qui contribue grandement au bien-être des paysans. Elle a souhaité l'extension rapide des zones d'action dans toutes les zones d'intervention de Defis.



Enfants dans le Sud de Madagascar : Quadruplement de la malnutrition aiguë, à craindre

HANITRA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 JUILLET 2021

Après quatre années consécutives de sécheresse, il n'y aucune amélioration à espérer quant à la situation alimentaire dans le Sud de Madagascar.

Au moins un demi-million d'enfants de moins de cinq ans vont souffrir de malnutrition aiguë dans le Sud de Madagascar selon les estimations. 110 000 d'entre eux basculeront dans un état grave. « Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë devrait quadrupler par rapport à octobre 2020 », préviennent l'Unicef et le Programme Alimentaire Mondial (PAM). À mesure que la période de soudure approche, la situation risque d'aller en empirant. Actuellement, plus d'un million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans le Sud de Madagascar. Le nombre de personnes en situation « catastrophique », soit à la phase 5 de l'IPC (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) risque de doubler pour s'élever jusqu'à 28 000 d'ici octobre.

Le district d'Ambovombe est menacé

de famine en l'absence de mesures urgentes pour éviter une nouvelle détérioration. « La crise a été aggravée par la médiocrité des installations de santé et d'assainissement ainsi que le manque d'eau potable », ajoutent le PAM et l'Unicef. Les investissements dans la prévention et le traitement de la malnutrition chez les enfants relèvent ainsi de l'urgence. Par ailleurs, la situation alimentaire des populations les plus touchées se dégrade constamment en raison de la hausse des prix des aliments de base, souvent peu disponibles sur les marchés. S'y ajoutent les restrictions sanitaires liées à la Covid-19 qui limitent l'accès des personnes à la nourriture, aux marchés et à l'emploi. Les agences onusiennes sont actuellement en train de renforcer leur riposte nutritionnelle d'urgence. Il urge tout autant qu'une réponse



Bien souvent, la mesure du périmètre brachial des enfants révèle une situation... dans le rouge.

intégrée vienne s'attaquer à toutes les causes de la malnutrition, estiment-elles.

Concours administratifs : « a-Harihary 2.0 » pour lutter contre la corruption

C.R. | MA-LAZA | 27 JUILLET 2021

Pour éradiquer la corruption dans les concours administratifs, le ministère de la Fonction Publique, avec ses partenaires techniques et financiers ont procédé aux mises à jour du logiciel de gestion des concours administratifs et des textes y afférents selon la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales Gisèle Ranampy. Ce logiciel baptisé « a-Harihary 2.0 » et l'avant-projet de texte ont été dévoilés officiellement hier lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Antananarivona.

«Les perceptions sur l'accès au fonctionnariat étaient depuis longtemps perverses. Avec un revenu stable, une sécurité de l'emploi et toutes sortes d'avantages, l'attrait de la fonction publique notamment en période incertaine de crise est devenu l'origine de corruption et de népotisme dans le processus de recrutement des agents de l'Etat » a pour sa part développe Natasha Van Rijn, représentante résidente du PNUD. Le PNUD s'est ainsi engagé à accompagner les efforts nécessaires pour mettre en place un système efficace afin de lutter contre les différentes formes de corruption. ue l'amélioration de la transparence et la lutte contre la corruption.



Selon ses explications, le logiciel a-Harihary 2.0 assure dans son intégralité le traitement de la chaîne des concours administratifs de l'Etat et constitue désormais un logiciel commun à toutes les entités organisatrices. Son existence supprime la pluralité des logiciels utilisés pour traiter les concours ainsi que la mise en place de dispositifs palliatifs à chaque organisation de concours. Les accès aux différentes étapes du processus de gestion des concours sont verrouillés et toute intervention dans le système est retracée dans les historiques.

La représentante résidente du PNUD encourage l'ensemble des parties prenantes à soutenir l'adoption de l'avant-projet de texte qui va régir officiellement les concours administratifs. «Nous espérons que notre appui permettra réellement un changement positif avec la redéfinition des rôles et attributions de toutes les parties prenantes, en instaurant des relations plus fluides et collaboratives, et en améliorant le système de contrôle par l'intégration d'une tierce partie comme la société civile...» a-t-elle avancé.

Industrie extractive – Kraoma, la mine des mauvais jours

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 27 JUILLET 2021

Aucune solution envisagée pour sortir la Kraoma de l'ornière. Et face au blocage sans issue de la situation, la tension monte entre Nirina Rakotomanantsoa, le directeur général et des employés.

Conflit ouvert. Entre Nirina Rakotomanantsoa et des salariés de la Kraoma, l'animosité réciproque gagne en intensité. Au cours d'une réunion des salariés qui voulaient rencontrer des journalistes, Nirina Rakotomanantsoa aurait fait une brusque irruption. Pour dire « qu'il envisagerait de mettre à la porte ceux qui le contestent. Qu'ils soient des simples employés ou des délégués du personnel ». Il ne veut plus non plus entendre parler de revendications salariales puisque « ces contestataires ne travaillent plus ».

Il fut un moment où il a été bousculé par des grévistes au site d'exploitation du chrome d'Andriamena. Il a fallu l'intervention des éléments des forces de l'ordre pour l'extirper de cette foule vindicative et en colère. Depuis cet incident, il n'a plus mis les pieds là-bas, selon des témoignages reçus sur place. Tout cela ne va pas dans le sens de l'apaisement social et ne contribue en rien dans la recherche de solution pour la Kraoma. Qui a été une entreprise prospère avant de connaître les déboires actuels.

Car, la Kraoma était le fleuron de l'industrie extractive de Madagascar. Avec un capital 100% malagasy, elle s'en sortait très bien avec des extractions cumulées en minerai brut de chrome avoisinant les 7 millions de tonnes à la fin de l'année 2009.

Mauvais choix

Le volume des exportations passe de 85 000 à 140 000 tonnes. Le chiffre d'affaires varie de 16 à 54 milliards d'ariary. Le bénéfice net est de 5 à 16 milliards d'ariary. Le nombre de personnel permanent augmente de cent à deux cents personnes c'est-à-dire un employé avait procuré, en moyenne, 292 millions d'ariary tout ceci avait généré la conformabilité de la trésorerie globale. Avec un actif net quintuplé de 11



L'usine de Kraoma à Andilamena est à l'arrêt depuis trois ans.

à 58 milliards d'ariary.

Mais à cause des mauvais choix stratégiques sur le processus de production, abandon de certains indices, et par l'adoption des termes « malus et bonus » après le résultat d'analyses des produits exportés, qui a été dicté et édicté par la teneur de chrome dans une tonne de produits finis arrivée dans le port de destination, rocheux ou concentré. Ce qui a causé des dommages collatéraux pour Kraoma. Le malus a pris de l'ampleur. Les écarts entre le prix normal de vente et le prix préférentiel accordé au partenaire stratégique, encore amplifiés par les malus, s'élevaient en moyenne à 20 USD, qui ont entraîné des déficits financiers colossaux à la Kraoma SA.

Pour combler un tel fossé, pas moins de 45 milliards d'ariary de dettes, il a été question de trouver des partenaires « spécialistes en la matière ». Des apparatchiks du régime HVM ont alors conclu un accord aux contours flous avec les Russes de Ferrum Mining. Des relations incestueuses qui ont

donné naissance à la Kraoma Mining Sa, sous forme de joint-venture. Au départ, les Russes devaient détenir 80% du capital de cette collaboration. Mais cette proportion a été ramenée à 70/30 toujours en faveur des Russes. Le tout stipulé dans le fameux « contrat d'amodiation ». Avec un apport de 16 millions de dollars des Russes sous forme d'équipement.

Contre toute attente, les Russes, malgré ces clauses de contrat plus qu'avantageuses, ont plié bagage en juin 2019. Depuis, les difficultés s'accumulaient comme les salaires non-payés. Le ministre de tutelle, Fidiniavo Ravokatra insiste que « par la mauvaise gouvernance du HVM, Kraoma SA accuse une perte d'exploitation de 39 milliards d'ariary et 55 autres de dettes ». Sans avancer une esquisse de solutions. Mais des cadres de l'entreprise ont des propositions concrètes sous forme de schéma. Il est, peut-être temps, d'y jeter un coup d'œil. En filigrane, une exploitation rationnelle de la filière or.

Einstein.mg : Une plateforme d'apprentissage en ligne, lancée par la FES

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 27 JUILLET 2021

Le développement numérique a affiché une nette évolution depuis la crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19. Tout comme l'e-commerce, les manifestations assises et réunions en mode virtuel, la formation en ligne gagne également du terrain. Les solutions comme Moodle, Zoom et Social media learning deviennent à la mode. Pour Madagascar, la FES (Friedrich-Ebert-Stiftung) a lancé une plateforme

d'apprentissage en ligne, baptisée Einstein e-learning. « Les bénéficiaires peuvent suivre gratuitement des cours en ligne et multiplier leurs compétences et savoir-faire. Einstein e-learning est la plateforme d'apprentissage en ligne de la FES Madagascar qui permet de suivre n'importe où, n'importe quand et gratuitement des cours en ligne sur diverses thématiques préparées et conçues selon les besoins des

bénéficiaires. Ils doivent s'inscrire sur <https://einstein.mg/> pour pouvoir participer à ces cours », a communiqué la fondation. À noter que la fondation FES contribue à l'amélioration du capital humain et du leadership des jeunes à Madagascar, depuis plus de 15 ans. Cette fois, elle élargit cette activité, en misant sur la solution en ligne.

Nouveau plan de circulation à Antanimena : Grands changements des itinéraires et des arrêts de bus

HANITRA R. | MIDI MADAGASIKARA | 28 JUILLET 2021

Après une première simulation la semaine dernière, estimée concluante par ses initiateurs, le nouveau plan de circulation à Antananarivo, qui concernera en grande partie Antanimena et ses alentours, entrera en vigueur ce jour, non sans occasionner des changements au niveau des itinéraires et quelques confusions chez les usagers.

À partir de ce jour, tous les automobilistes qui ont l'habitude de passer par le rond-point d'Antanimena sont appelés à adopter de nouvelles habitudes et de nouveaux itinéraires. Il en sera de même pour les usagers des taxis-be, avec la suppression de plusieurs arrêts. Le plus en vue est l'arrêt de taxi-be près de la pharmacie Ralison Antanimena. Celui-ci sera dorénavant transféré devant le temple Jesosy Mamony à Ankondrano pour les lignes 120 ; 150 ; 165 ; 180 ; 186 ; 015 et 199. Ainsi, ces lignes ne pourront plus s'arrêter à Antanimena, cet arrêt étant destiné uniquement aux lignes desservant Ambohimanarina. Quant à la direction Ankadifotsy vers les 67ha (les lignes 146 et 147 sont concernées), il n'y aura plus aucun arrêt aux environs du rond-point d'Antanimena. Après celui près de l'entrée de Skate Park, le prochain arrêt sera au niveau de Tsaramasay. De leur côté, les lignes en provenance d'Ankorondrano, pour rejoindre Analakely ou Andravoahangy, verront leur arrêt d'Antanimena transféré en face du centre commercial Victoria Plaza. Sont concernées les lignes 146 ; 147 ; 178 ; 154 ; 120 ; 199 ; 150 ; 165 ; 109 ; 105 ; 112 et 126.

Autre grand changement, l'arrêt situé au niveau de Arena Antanimena sera désormais supprimé pour toutes les lignes de taxi-be. Il en est de même pour celui situé au niveau du CEG Antanimena (en face de BNI), ainsi que celui en contrebas du Falda et celui d'Ankazomanga (arrêt bassin). Pour les lignes 105 ; 112 ; 114 ; 109 et 126, vers Analakely et Andravoahangy, l'arrêt près des locaux de la Douane Antanimena sera transféré en face du centre commercial Victoria Plaza.

Behoririka. Grand changement également au niveau de Behoririka où un nouvel arrêt de taxi-be a été mis en place près du magasin Chamsul. S'y arrêteront toutes les lignes qui rejoindront Andravoahangy, lesquelles arriveront dorénavant de la rue Ampanjaka Toera (Cheminots) puis poursuivront vers le lac Behoririka. L'arrêt Piment café est également supprimé pour les lignes 109 ; 192 et 154.

L'axe inverse pour les taxis-be en provenance d'Andravoahangy vers Analakely, ils prendront l'itinéraire Sodiat vers la rue Révérend Père Callet, puis poursuivront vers la rue Menalamba (Margo) pour rejoindre



la rue Ampanjaka Toera. La ligne 180 en provenance d'Ankorondrano pour rejoindre Ankadifotsy devra prendre la rue vers le lycée SFX, s'arrêtera au niveau du centre commercial Victoria Plaza et rejoindra la rue « Ny Zafindradiky » qui aboutit au cénacle FVKFM. Plusieurs autres changements mineurs ont été apportés pour faciliter l'application du nouveau plan de circulation. Les usagers, eux, ne sont pas à l'abri de quelques confusions, en attendant de bien assimiler les nouveaux itinéraires.

Transport en commun: les lignes 015, 192 et 194 inaugureront le «Bus class»

SERA R. | LES NOUVELLES | 28 JUILLET 2021

Attendus depuis plusieurs semaines, les premiers «Bus class», un concept proposé par les membres du Comité stratégique secteur Taxi-be (CSST), seront opérationnels à partir de ce lundi, selon la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA).

En présence du premier magistrat de la ville d'Antananarivo, Naina Andriantsitohaina et de son staff hier, 7 «Bus class» des lignes 015, 192 et 194 ont effectué leur réception technique au siège de l'Office pour la maintenance des véhicules de transport (Omavet) à Nanisana.

«Le nombre de bus augmentera dans les prochains jours selon les possibilités et vœux des coopératives», a fait savoir l'adjoint au maire de la CUA, Sandy Manjaka Rakotomiarana.

Tarif unique de 1.500 ariary

Pour un tarif unique de 1.500 ariary, chaque bus est équipé, entre autres, d'un écran plat, d'un GPS, connecté à des réseaux wifi ainsi que de sièges confortables à raison de trois passagers par banquette.

A la différence des bus classiques, le nombre d'arrêts de «Bus class» est fortement réduit. Et, conformément à leur cahier de charges, ils ne sont pas utilisés pour le transport de marchandises. Équipé d'un distributeur automatique de gel, ces voitures de luxe sont également adaptées à la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

Il convient de noter que le «Bus class» n'augmentera pas le nombre de voitures du transport en commun circulant dans la capitale, ni le nombre de lignes ou de coopératives. De ce fait,



il n'y aura pas de délivrance de nouvelle licence. Les coopératives ont ainsi le choix entre continuer dans le classique ou transformer leurs véhicules en «Bus class» identifié par les couleurs bleu métallisé et jaune et une armoirie de la CUA portant l'inscription «Antananarivo Renivohitra».

Mobilisation pour le Sud - Vers la capitalisation des ressources en eau

PATRICIA R. | LA VERITE | 28 JUILLET 2021

Pour une meilleure production agricole. Le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) collabore avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour mobiliser les ressources en eau dans le Sud de Madagascar. « Les activités entreprises dans le cadre de cette collaboration profiteront à 16 localités des Régions d'Androy et d'Anosy, les Districts les plus touchés par le Kere.

16 000 habitants en seront bénéficiaires, outre les plus de 400 ha de surfaces à irriguer », informe Voahary Rakotovelomanantsoa, ministre de tutelle. Concrètement, 7 localités des Communes d'Antanimora, d'Andalatanosy et d'Ampamata, dans l'Androy, ainsi qu'Ifotaka et Behara dans l'Anosy recevront des dispositifs d'alimentation en eau de consommation



et en eau destinée à intensifier la production agricole. Ceci pour faire face au fait que la production agricole soit réduite à 50% par rapport à la moyenne sur les 5 dernières années. « La population bénéficiera de l'eau à usage multiple avec ce partenariat avec le MEAH », précise Moumini Ouedraogo, représentant du PAM dans le pays. Le Kere nécessite des actions d'urgence pour sauver des vies humaines. La

distribution de vivres pour plus de 700 000 personnes par mois, avec l'appui du Gouvernement, en fait partie, d'après le premier responsable dudit organisme onusien. « Nous aidons aussi la population à se prendre en charge elle-même, y compris les petits producteurs. Les bénéficiaires témoignent qu'ils arrivent à envoyer leurs enfants à l'école, même dans les établissements privés, à améliorer l'habitat ainsi que leurs conditions de vie », ajoute-t-il. « Le Gouvernement malagasy s'engage à l'éradication du Kere dans le Sud. Parmi les partenaires, le soutien du PAM va à la résilience et le développement, outre les actions d'urgence », rappelle le numéro Un du MEAH. Ce dernier d'insister sur le fait que les travaux menés dans le Sud avancent...

Sécheresse dans le Sud – La production agricole est réduite à 50%

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS | 28 JUILLET 2021

La production agricole diminue, dans le Sud. Elle est « réduite de 50% par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années », selon un communiqué de presse conjoint du Programme alimentaire mondial (PAM) et du ministère de l'Eau, de l'hygiène et de l'assainissement, sur une convention de partenariat entre ces deux entités, pour l'adduction d'eau dans le Sud, hier. La majorité de la population du Grand Sud, des agriculteurs, ne peuvent plus

s'adonner à leurs activités principales: l'agriculture. L'absence de pluie depuis plusieurs mois, engendrant une baisse de la nappe phréatique et provoquant le phénomène « tio-mena », rend l'agriculture impossible.

Le ministère de l'Eau, de l'hygiène et de l'assainissement et le PAM, ont convenu d'apporter des solutions dans le Sud. Les habitants de sept localités des districts d'Amboasary et d'Ambovombe seront les premiers bénéficiaires de

cette collaboration. Le projet consiste à l'adduction d'eau à usage multiple : de l'eau potable pour la population, pour la production agricole et l'élevage.

Ces sept villages des communes d'Antanimora, d'Andalatanosy et d'Ampamata, dans la région d'Androy, et Ifotaka et Behara, dans la région d'Anosy, recevront des dispositifs d'alimentation en eau de consommation et en eau destinée à intensifier la production agricole.

Société Générale Madagasikara : Implication dans un projet de recyclage de déchets en plastique

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 28 JUILLET 2021

La responsabilité sociétale et environnementale (RSE) fait partie intégrante des axes stratégiques du groupe Société Générale et il vient de le prouver une autre fois à travers son implication dans un projet communautaire de recyclage de déchets en plastique à Madagascar. Le jeudi 15 juillet 2021, Société Générale Madagasikara a signé un contrat de partenariat avec Fanavotana, une coopérative fondée par l'association "Agir Pour le Développement Durable et l'Économie Verte (ADDEV Madagascar)". Cette coopérative qui regroupe 72 femmes vulnérables localisées dans les 12 fokontany

d'Antananarivo aura pour mission, dans le cadre de ce partenariat, de mettre en place une microchaîne de collecte de déchets non-organiques auprès des entreprises y compris la Société Générale Madagasikara. L'objectif étant de permettre à ces femmes d'avoir une activité génératrice de revenus. Les déchets plastiques, une fois récoltés, seront transmis à l'entreprise Adonis qui les transformera en petits copeaux destinés aux marchés extérieurs pour être transformés.

Toujours dans le cadre de son engagement, la banque a fait l'acquisition d'un ecopress auprès d'Ecocity. Ce matériel servira à compacter

les déchets de bouteilles en plastique et les canettes en aluminium. Notons qu'Ecocity travaille avec la coopérative Fanavotana et la société Adonis. « Depuis toujours, les enjeux RSE et notamment climatiques sont une priorité dans notre stratégie. À cet effet, soutenir et collaborer avec les associations qui prennent des initiatives sociales et environnementales telles que Ecocity et la coopérative Fanavotana constituent pour la banque un engagement non négligeable », affirme Haingonirina Rakotomavo - Directrice Marketing et Communication de la Société Générale Madagasikara.

Amélioration de la pêche: SwioFish2 passe à la vitesse grand V

ARH | LES NOUVELLES | 28 JUILLET 2021

Le deuxième projet de Gouvernance des pêcheries et croissance partagée du Sud-ouest de l'océan Indien (SwioFish2) est actuellement à mi-parcours. Il est prévu s'étaler sur six ans, du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2023. « Avec 34% de taux moyen de réalisation en 2020 et un taux moyen cumulé de 28%, le projet affiche jusqu'ici un bilan assez positif », informe le projet.

En perspective, SwioFish2 va à la vitesse grand V pour sa période restante et prend un nouveau souffle avec le nouveau coordinateur national. Les réalisations tendent principalement vers la concrétisation du Plan émergence Madagascar (PEM), que ce soit en matière d'augmentation de la production halieutique ou en gestion durable des ressources naturelles.

La valorisation et la commercialisation des produits de pêche sont des domaines clés du projet SwioFish2. De même, des études et analyses sur les produits halieutiques destinés à l'exportation ainsi que sur l'identification des circuits de commercialisation sont menées.

Le Comité de pilotage du projet et



les directions techniques du Maep se réunissent cette semaine à Mahajanga pour discuter du nouveau plan de travail.

Plan d'aménagement de pêcheries SwioFish, ce projet financé par la Banque mondiale, travaille sur trois zones ultra prioritaires (Diana, Analanjirofo et Melaky) ainsi que dans deux zones prioritaires (Atsimo Atsinanana et Androy). Parmi les activités clés du secteur pêche, la réalisation de deux Plans d'aménagement de pêcheries (PAP) dans les régions Androy et Atsimo Atsinanana sont également en cours d'élaboration pour une mise en œuvre

prévue pour fin 2022.

Le renforcement des capacités joue également un grand rôle. D'où les séances de formation aux techniques commerciales ou encore aux techniques de transformation des produits halieutiques. 500 pêcheurs ont été formés à l'utilisation des balances à crabes «Garigary». « Pour 2021, SwioFish2 ambitionne de former 1.500 pêcheurs sur la commercialisation, les techniques de pêche améliorée ou encore les techniques de production appropriées pour chaque type d'activité alternative choisi », indique toujours SwioFish2.

Jusqu'à son terme en 2023, SwioFish2 compte restaurer 10.000 hectares de mangroves, distribuer 20.000 cartes de pêcheurs, mettre en place 20 villages modernes de pêcheurs et distribuer 31.700 kits de sécurité en mer. Ainsi, la construction de 34 infrastructures communautaires est attendue du projet, dont 10 pour l'année en cours. La construction de 31 bureaux administratifs répartis dans tout Madagascar est également prévue.

Approvisionnement en eau potable à Antananarivo - Un grand problème résolu pour des milliers d'habitants

PATRICIA RAMAVONIRINA | LA VERITE | 28 JUILLET 2021

« Plus la peine de rester éveillé ou de se réveiller à 1h du matin pour collecter de l'eau potable. Les infrastructures récemment construites dans notre Commune ont pu résoudre ces maux pour les habitants d'Ambohidrapeto et ses environs », se réjouit Paulette Rasoanandrasana, résidente auprès de la Commune de Fiombonana, dans le District d'Atsimondrano.

Comme cette mère de famille, bon nombre d'habitants des Communes environnantes d'Ambohidrapeto Itaosy ont désormais accès à l'eau potable, y compris les branchements particuliers. Avec une capacité de production de 100 m3 par heure, la nouvelle station de captage implantée à Ampirika, dans la Commune d'Ankadimanga, pourra également servir les localités périphériques, dont les Communes de Fiombonana et d'Ambohidrapeto, soit des milliers d'habitants bénéficiaires.

« La difficulté d'accès à l'eau potable constitue un lot quotidien de la population dans bon nombre de Communes à Itaosy et ce depuis des années. Mais ce problème est

actuellement en cours de résolution avec les nouvelles infrastructures et les travaux de rénovation effectués. D'ailleurs, l'Atsimondrano fait partie des Districts prioritaires dans l'approvisionnement en eau potable », s'exprime Andry Ratsivahiny, député élu dans cette Circonscription. « Pour le cas d'Ampirika, le traitement de l'eau a nécessité l'utilisation des nouvelles technologies, avec l'excédent de fer. Quant aux branchements particuliers, il est maintenant temps d'entretenir vos infrastructures et d'en prendre soin », ajoute Voahary Rakotovelomanantsoa, ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH). C'était hier lors d'une visite de ladite station, afin de constater de visu l'avancement des travaux et de s'entretenir avec la population bénéficiaire.

Après Ambohidrapeto où la station de captage est maintenant opérationnelle, la visite s'est poursuivie dans les stations d'Ambatomaro et de Mandikamanana. Chacune de ces stations dispose d'une capacité de 100 m3 par heure, comme celle d'Ampirika. Leur implantation



constitue un salut pour les habitants, lesquels n'ont pas pu profiter de l'eau potable pendant des années. « Les travaux d'entretien, de rénovation et de construction d'infrastructures en eau potable ont manqué pendant des années à Antananarivo, mais le Président de la République Andry Rajoelina tient à apporter des solutions pérennes pour y remédier. Cela figure d'ailleurs dans le «Velirano» n° 2, relatif à l'accès à l'eau pour tous », rappelle le numéro Un du MEAH. « Les 9 infrastructures en construction à Antananarivo, dont certaines sont déjà opérationnelles, seront visitées une à une », souligne la ministre de tutelle. Leur inauguration se fera incessamment...

OIF : une mission économique et commerciale prévue en octobre

RIANA R. | LES NOUVELLES | 29 JUILLET 2021

Une opportunité à saisir. L'Organisation internationale de Francophonie (OIF) organisera du 11 au 20 octobre une mission économique et commerciale au Vietnam et au Cambodge.

L'événement est ouvert aux entreprises francophones opérant dans les secteurs de l'agro-industrie, des énergies renouvelables ainsi que des biens et services numériques.

Il s'agit d'une « occasion de prospecter des marchés, discuter affaires et réseauter avec plus de 350 opérateurs économiques locaux », a avancé l'Economic development board of Madagascar (EDBM) qui lance un appel aux entreprises malagasy pour



wsmda.com

la Fra

participer à la rencontre.

La mission sera composée de 70 opérateurs économiques et institutionnels francophones en provenance d'Afrique, Amérique du

Nord, Europe occidentale et de l'océan Indien, annonce l'OIF.

D'après l'organisation, le Vietnam et le Cambodge font partie des pays les moins touchés par le Covid-19 sur le plan sanitaire. Ils se situent actuellement dans l'une des régions les plus dynamiques du monde, portée par un modèle de croissance extraverti et des relais de croissance interne solide.

Des rencontres B2B avec des grands groupes et PME locaux, des échanges entre agences de promotion commerciale et d'investissement, des visites de sociétés et d'établissements locaux, seront, entre autres, au programme.

Conjoncture - Une inflation à surveiller de très près !

SANDRA R. | LA VERITE | 29 JUILLET 2021

La tension sociale est perceptible. Alors que la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 est encore loin de se terminer, un autre mal est en train de ronger doucement la population : l'inflation. Malgré les différentes alertes lancées depuis le début de l'année, les prix des produits de première nécessité continuent de monter doucement mais sûrement. Huile, farine, sucre, savons, tout y passe. Depuis la hausse des prix de l'huile cachetée et en vrac au mois d'avril et mai derniers, la situation n'a pas beaucoup évolué.

Bien que les vacances scolaires aient déjà commencé pour un grand nombre d'écoliers, la préparation de la prochaine rentrée est déjà d'actualité pour les parents. Cela rime donc avec achat des fournitures scolaires dont les prix ont également été révisés

à la hausse chez la plupart des commerçants. A l'instar des paquets de cahiers qui, selon les témoignages des marchands dans plusieurs marchés de la Capitale, ont connu une hausse d'au moins 1000 ariary. Il va sans dire des autres équipements comme les rames de papiers, les livres, les cartables, etc. Une tension qui couve

La mauvaise nouvelle liée à la tentative de coup d'Etat doublé d'un projet d'assassinat du Président de la République secoue fortement la sphère politique. D'autre part, la montée de la tension sociale ne pourra pas non plus être bénéfique ni pour le Chef de l'Etat ni pour l'ensemble du régime. L'éventuelle inaction des responsables concernés revient à faire du tort, bien que de manière indirecte, au Président en personne.



En effet, la grogne commence à monter du côté de la population quant à la situation sociale. La crise sanitaire n'a pas arrangé les choses en exacerbant la détresse des plus vulnérables. A cela s'ajoute le chômage qui frappe de plein fouet aussi bien les jeunes que les plus âgés en ce moment. Les responsables auraient donc tout intérêt à se pencher sur ces différentes situations afin de prévenir une explosion sociale.

Statistiques – Les impacts du coronavirus à la loupe

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 29 JUILLET 2021

Il ne s'agit pas d'une révélation au sens propre du terme. Car tout le monde sait à quel point la crise sanitaire a étouffé les activités économiques, toutes professions confondues. Même si certains secteurs ont pu s'en sortir. Alors que d'autres, comme le tourisme, continuent de payer un lourd tribut des séquelles laissées par la contamination au coronavirus.

N'empêche, l'Instat sous l'égide du ministère de l'Économie et des finances,

MEF, avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale, va révéler les traits essentiels de ces séquelles par visioconférence. Cette enquête a quand même le mérite d'exister pour en savoir davantage.

D'autant que le panel a été composé de 943 entreprises lors de la première vague du confinement, puis de 1 994 pour la seconde. Ce qui confère à cette étude chiffrée une certaine crédibilité. Qu'elle puisse inspirer les autorités sur

les mesures à prendre. Car les différents plans échafaudés, mitigation- Marshall-multisectoriel de relance- n'ont pas eu l'effet escompté.

Dans l'Hexagone, toutes proportions gardées, par exemple, Air France a bénéficié de sept milliards d'euros d'aides financières, quatre de la part de le. État, trois avec des banques associées.

Rio Tinto QMM : Bientôt de l'énergie renouvelable d'une capacité de 20 MW

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 29 JUILLET 2021

Rio Tinto a signé un accord d'achat d'électricité à travers une nouvelle centrale d'énergie renouvelable qui alimentera les opérations de sa mine d'ilménite QMM.

Neutralité carbone. Fort-Dauphin et ses environs disposeront bientôt d'un approvisionnement électrique supplémentaire d'une capacité totale de 20 MW. Grâce à un accord signé entre Rio Tinto et le producteur d'énergie indépendant Cross Boundary Energy (CBE) sur une période de 20 ans, cette région sera dotée d'une installation éolienne de 12 MW pour alimenter les opérations d'extraction et de traitement. Il y aura également un système de stockage d'énergie par batterie lithium-ion jusqu'à 8,25 MW comme capacité de réserve pour assurer un réseau stable et fiable. Ce projet, qui utilise l'énergie solaire et éolienne, contribuera de manière significative à ce que les opérations de Rio Tinto à Madagascar atteignent leur objectif de neutralité carbone d'ici 2023. Le projet fait partie d'une initiative plus large visant à réduire l'empreinte environnementale de la mine d'ilménite, qui comprend des programmes axés sur la réduction des émissions, la gestion des déchets et de l'eau, la séquestration du carbone, la restauration écologique et le reboisement. Cette nouvelle unité énergétique répondra à la totalité de la demande d'électricité de QMM pendant les périodes de pointe, et jusqu'à 60% de la consommation annuelle d'électricité de l'entreprise. QMM remplacera la majorité de l'électricité que la société fournit actuellement à la ville de Fort-

Dauphin et à la communauté d'environ 80.000 habitants par des énergies renouvelables.

Développement durable. La centrale d'énergie renouvelable comprendra plus de 18.000 panneaux solaires et jusqu'à neuf éoliennes situées dans la zone du parc de Port Ehoala. La centrale solaire devrait commencer sa construction dans le courant de cette année et entrer en service au début de 2022. La centrale éolienne devrait initier sa construction au début de l'année prochaine et devenir opérationnelle à la fin de 2022. « Ce projet est un exemple fort de notre engagement avec le gouvernement de Madagascar pour le développement durable de la région. Par une journée ensoleillée et venteuse, toute l'électricité nécessaire à QMM et à la communauté de Fort-Dauphin sera produite par le soleil et le vent malgaches. C'est un grand pas en avant sur notre chemin vers une mine vraiment durable, qui protège et promeut l'unicité de l'environnement de Madagascar et profite à la communauté avec une électricité fiable et propre. », a déclaré Ny Fanja Rakotomalala, président de QMM, lors de la présentation de ce projet au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée à Ibis Hôtel. Pour sa part, Tojonirina Andrisoa Andriatongarivo, Secrétaire général du ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, a déclaré : « Le gouvernement malgache est engagé dans la transition et l'indépendance énergétique, comme le stipule l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar (IEM) du président. Le projet de QMM,



L'éolienne fera son entrée sur Ehoala Park

techniquement ambitieux avec deux installations dédiées respectivement au solaire et à l'éolien, s'inscrit pleinement dans cette vision. Il fait de Madagascar une référence mondiale en matière d'utilisation des énergies renouvelables pour fournir une énergie propre et fiable au secteur minier et à d'autres industries, ainsi qu'à la communauté. » Matt Tilleard, co-fondateur et directeur associé de Cross Boundary Energy, a quant à lui annoncé : « On estime que les émissions liées à la consommation d'électricité dans le secteur minier représentent environ 1% de tous les gaz à effet de serre dans le monde. Rio Tinto montre la voie en démontrant comment les mines peuvent saisir une grande opportunité de réduire ces émissions. Nous nous concentrons sur la fourniture d'une énergie plus propre aux entreprises et avons donc été en mesure d'offrir à Rio Tinto une approche de financement flexible, rapide et entièrement en fonds propres, combinée à notre historique fiable en tant que l'un des plus grands services publics d'énergies renouvelables distribués en Afrique. »

Ressources naturelles : 98% des mangroves poussent dans l'Ouest du pays

ARH | LES NOUVELLES | 29 JUILLET 2021

Les mangroves ont une meilleure capacité à capturer le gaz carbonique plus que n'importe quelle autre forêt : 110 kg par hectare séquestrés par jour (Jin Eong Ong, 2002). Cet écosystème particulier séquestre quatre fois plus de carbone que les autres forêts tropicales. En d'autres termes, les forêts de mangroves nous aident à respirer un air plus pur et nous épargnent ainsi des risques de maladies liées à la pollution. En somme, plus nous restaurons et reboisons des mangroves, plus notre air se purifie.

Dans l'Ouest de Madagascar poussent les mangroves parmi les plus intactes. Elles représentent 98 % des



mangroves du pays. « Spécialement dans les régions Melaky et Menabe, les associations communautaires réparties dans 12 comités de gestion de ressources naturelles gèrent 41.100 ha de mangroves », indique WWF

Madagascar.

Les mangroves constituent aussi un abri pour les ressources halieutiques. Un hectare de mangroves denses et en bonne santé peut produire jusqu'à une tonne de poissons et 2,5 tonnes de crabes par kilomètre carré par an.

Selon une enquête de WWF en avril 2021, « les revenus des 80% de la population vivant le long du littoral des régions Melaky et Menabe dépendent de plus en plus des mangroves ». D'où la nécessité de renforcer les techniques de gestion durable, que ce soit dans l'utilisation du bois ou dans la pêche des ressources halieutiques issues des mangroves.

Infrastructures – Les acquis de la Rocade d'Iarivo à préserver

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 29 JUILLET 2021

Tout le monde s'accorde à dire que la Rocade d'Iarivo a été une belle réalisation. Mais beaucoup craignent des actes de vandalisme. Un projet va la protéger de l'inconscience.

Une louable initiative. Dans le cadre du Projet d'aménagement et de développement des abords de la rocade nord-est, Padarne, un protocole de partenariat est mis en place entre le ministère de l'Aménagement du territoire et des travaux publics, MATP, et les trois communes concernées. À savoir, celle de la capitale, d'Ambohimangakely et d'Ankadikely Ilafy.

« Le protocole a pour principal objet de piloter les études de planification, d'aménagement, de programmation et de conception urbaine du Padarne. L'objectif est de gouverner et de décider ensemble sur le projet », explique un de ceux qui l'ont élaboré.

« Le projet Padarne est financé par l'Agence française de développement. Il constitue un projet urbain intégré avec la construction de la Rocade d'Iarivo. Des outils d'aménagement seront mis en place afin de maîtriser le développement urbain dans cette zone, notamment un Plan d'urbanisme de détail, PUDé, ainsi qu'une Zone d'aménagement concerté, ZAC,

sachant que le Padarne sera l'occasion d'utiliser l'outil ZAC pour la première fois à Madagascar », soutient-il.

« L'objectif étant de maîtriser l'occupation des sols dans les secteurs prioritaires, de mettre à disposition, à des utilisateurs publics ou privés, de parcelles de terrains équipés affectés à l'habitat, à des activités économiques, sociales, culturelles ou à des loisirs, de valoriser les tissus urbains existants par des actions de rénovation, de restructuration et de réhabilitation », avancent les principales parties prenantes.

Vision d'ensemble

En outre, le Padarne n'a pas comme seul objectif de définir les zones aménageables. Il vise également à préserver le fonctionnement hydraulique, en conservant les zones naturelles non urbanisables, dans le périmètre circonscrit, mais peut aller au-delà. Par extension à celles du Grand Tana. Le périmètre de l'étude se concentre sur la vallée d'Ambatobe au Nord, la vallée d'Ambohimangakely à l'Est et la zone Est de la CUA jouxtant le



boulevard de Tokyo.

Actuellement, les études préparatoires du Padarne sont constituées par quatre missions qui sont en cours, la consolidation du cadre juridique d'intervention la mise en place d'une gouvernance efficiente, l'établissement du PLOF et des plans parcellaires de la zone du Padarne, la réalisation des études de planification, aménagement, programmation, et de conception urbaine dans la ceinture précitée. À terme, ce projet permettra d'avoir une vision d'ensemble et partagée du devenir du territoire, de coordonner les interventions de l'État et des collectivités et de créer les conditions de partenariats pérennes entre le Public et le privé dans ces espaces.

Transparence budgétaire : Un score de 61/100 à atteindre

C.R | MA-LAZA | 29 JUILLET 2021

La transparence budgétaire demeure un défi de taille à Madagascar. L'Enquête de Budget Ouvert ou Open Budget Survey OBS faisait état d'un score de transparence de 34/100 pour Madagascar, tandis que l'évaluation 2019 a permis d'obtenir une note de 40/100. D'après le ministère de l'économie et des finances, des efforts sont à faire pour atteindre le score de 61/100 qui représente le score moyen mondial de la transparence budgétaire. Pour améliorer davantage la performance du pays, le MEF en partenariat avec l'UNICEF, organise du 27 au 29 juillet 2021 un atelier sur le thème : «Principes et bonnes pratiques de la transparence budgétaire selon les normes International Budget Partnership». Dans le cadre stratégique des activités de l'UNICEF sur les Finances Publiques pour les Enfants (PF4C), l'UNICEF appuie les budgets des secteurs sociaux pour que ces derniers soient durables, efficaces, efficients,



transparents et redevables. L'appui à la transparence budgétaire figure par conséquent parmi les priorités du programme pays de Madagascar pour

la période 2021-2023. Un plan détaillé pour avancer sur la transparence budgétaire est attendu à la fin de l'atelier.

Relance – La BAD préconise 820 millions de dollars

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 30 JUILLET 2021

Des pistes de réflexion intéressantes. La Banque africaine de développement, BAD, vient de rendre publique la Note de diagnostic pays, NDP, pour Madagascar. Une missive préparée par ce partenaire technique et financier, dans le cadre de la préparation et la conception du nouveau Document de stratégie pays, DSP, qui couvrira la période 2022-2026 pour ce qui est de la coopération entre les deux parties. La rédaction de cette note « a pour objet d'évaluer les principales contraintes liées à la croissance économique, à la transformation structurelle et au développement durable du pays » précise la BAD.

La BAD estime ainsi à 820 millions de dollars le besoin financier nécessaire à la reprise économique de Madagascar pour cette année. Elle motive un tel coût du redressement par le fait « que l'impact de la crise sanitaire continuera à se faire sentir sur les finances publiques. Une nouvelle vague de contagion au coronavirus, l'évolution défavorable des principaux produits d'exportation et les chocs météorologiques sont également autant de risques pour les perspectives auxquelles le pays devrait se préparer. Des contraintes, comme la forte dépendance à l'importation des matières premières et d'intrants, un environnement des affaires difficile, une faible capacité de mobilisation des recettes publiques et une faible efficacité des dépenses publiques » ont été mises en lumière dans cette analyse bien menée. D'autant que la BAD n'a jamais suspendu ses aides financières même aux moments critiques des crises politiques.

Aussi, la BAD, sur les perspectives à court terme, avance des suggestions réalistes et pragmatiques. Dans la foulée, « elle encourage les pouvoirs



Le président de la BAD lors d'une visite à Antananarivo en 2019.

publics à mettre l'accent sur les réformes visant à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des dépenses publiques ». Un atelier dans ce sens se tient durant trois jours, comme en guise de réponse aux attentes de tous les bailleurs de fonds.

Optimisme mesure

En parallèle, « pour stimuler l'investissement privé, les pouvoirs publics pourraient accélérer le développement des projets de partenariat public privé (PPP) déjà arrivés à maturité dans le domaine des infrastructures stratégiques, énergie et transport, par exemple ». L'accélération de la conclusion des contrats de gestion des projets de centrales hydroélectriques de Sahofika et Volobe, a été mise en filigrane par la note explicative de la BAD. Pour Volobe, la bataille fait rage entre les forces en présence pour trouver le juste équilibre des prix au kilowatt de l'électricité à produire.

La BAD est convaincue que «

pour assurer une reprise durable, Madagascar devra mobiliser des ressources intérieures supplémentaires pour renforcer le capital humain et les infrastructures. Un accent particulier devrait être accordé au développement des secteurs moteurs de la croissance économique, en particulier, les industries manufacturières que sont les textiles, agro-industrie, industries de matériaux de construction et industries de matériaux électrique et électronique, ainsi que les services à haute valeur ajoutée, TIC, finance et le tourisme ». Cela n'empêche pas la BAD de cultiver un optimisme mesuré. Elle ressent que les perspectives sont assez favorables à un retour à la croissance du PIB réel. Avec des prévisions de 3,5% en 2021 et de 4,5% en 2022. La loi de finances rectificative mise sur une progression de 4,3% de l'économie globale. L'essentiel c'est de retrouver une dynamique positive après une récession de -3,2% l'année du coronavirus. Il reste à résoudre le fond(s) du problème.

Sécurisation foncière: acquisition des images satellitaires

ARH | LES NOUVELLES | 30 JUILLET 2021

Madagascar a procédé à la prise de vue aérienne des parcelles existant dans tous le pays pour élaborer des plans topographiques. Avec l'évolution de la technologie, la Grande île a eu recours aux images satellitaires pour une couverture nationale.

« Ces images satellitaires sont rectifiées avec les repères topographiques de Madagascar, d'où la nécessité de l'implantation des points géodésiques. Cela permet de déterminer les coordonnées de Madagascar. Ces images serviront de bases pour améliorer la précision géométrique des Plans locaux

d'occupation foncière et réduire les empiétements entre les différents plans ou cartes existants », apprend-on du Fonds national foncier. Sur ce, le Foiben-Taosarintanin'i Madagasikara (FTM) a densifié l'implantation de ces points géodésiques, sachant que certains ont déjà été posés dans les régions Diana, Sava et Sofia en juin. Leur installation dans la région Boeny est actuellement en cours.

Ce projet est réalisé avec le soutien financier et logistique du projet Croissance agricole et sécurisation foncière (Casef) du ministère de

l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) financé par la Banque mondiale. Casef sera en charge de la correction de ces images satellitaires à partir de chaque point géodésique. Celles-ci serviront par la suite de référence unique et officielle du pays.

Il s'agit effectivement de couvrir Madagascar par ces points géodésiques en les posant par district au minimum. Ces images satellitaires rectifiées devraient simplifier toutes les activités de sécurisation foncière.

CNaPS : Formation professionnelle pour 849 travailleurs en situation de chômage

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 30 JUILLET 2021

La Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNaPS) multiplie les initiatives pour satisfaire au maximum les besoins de ses membres.

R.F, ancienne ouvrière d'une entreprise privée, n'a pas regretté son adhésion à la CNaPS. Le fait que son entreprise l'ait inscrite parmi les cotisants de la Caisse lui a permis d'en bénéficier des avantages, même après la perte de son emploi pour cause de crise sanitaire. Elle figure, en effet, parmi les 849 travailleurs en situation de chômage qui ont bénéficié d'une formation en accompagnement, insertion et réinsertion professionnelle organisée par la CNaPS.

Formations techniques

Fidèle à son leitmotiv de satisfaire au maximum les besoins de ses adhérents, la CNaPS a en effet signé, depuis le début de l'année 2021, plusieurs contrats et accords avec des centres de formation professionnelle afin que les employés au chômage puissent suivre des formations techniques dans les domaines dans lesquels ils travaillaient au sein de leur entreprise. Et s'ils ont pu suivre ces formations, c'est parce qu'ils ont payé des cotisations en



Remise d'attestation à un bénéficiaire.

tant que membres de la CNaPS. Ainsi, durant le premier semestre 2021, 849 travailleurs devenus chômeurs pour cause de Covid-19 ont pu bénéficier de formations sur les 1 079 demandes reçues. Un travail de qualité puisque 84 829 heures de formation ont été dispensées depuis et ont permis de former des employés capables de monter leurs propres micro-entreprises dans différents domaines comme la couture, la coiffure et autres.

Accompagnement

Les bénéficiaires ont également eu

droit à deux jours de prise en main par des psychologues du travail de la Chambre de Commerce et d'Industrie France Madagascar (CCIFM) en vue d'un accompagnement technique et d'une préparation psychologique. Ils ont également été coachés sur l'orientation professionnelle, la technique de recherche d'emploi et l'accompagnement pour le projet de vie et le projet professionnel. La remise d'attestations aux bénéficiaires a eu lieu hier au Centre d'Ecoute et d'Orientation de la CNaPS 67 Ha. Une cérémonie qui était également l'occasion pour la CNaPS d'informer les travailleurs sur l'existence de cette offre de formation professionnelle réalisable grâce aux cotisations perçues au niveau de ses membres. Avec le Centre d'Ecoute et d'Orientation, la CNaPS contribue à l'amélioration des conditions de vie des assurés sociaux de la Caisse se trouvant dans des situations précaires, sur le plan psychosocial, sanitaire et économique.

Les PME face à la Covid-19 - Encore plus de soutiens financiers réclamés par les entreprises

HARY RAKOTO | LA VERITE | 30 JUILLET 2021

Perte de revenus conséquente. C'est, en somme, la manière dont les entreprises ont défini l'impact de la Covid-19 d'après les vagues d'enquêtes menées par l'Institut national des statistiques (INSTAT) avec l'appui financier et technique de la Banque mondiale. Les résultats de ces enquêtes ont été présentés, hier, conjointement par ces deux institutions.

L'INSTAT a mené deux rounds d'enquête sur les impacts de la Covid-19 sur les activités des entreprises à Madagascar. Le premier round d'enquête a été mené en juin-juillet 2020, pendant le confinement partiel et a concerné 943 entreprises. Le deuxième, mené entre décembre 2020 et février 2021, a concerné 1 994 entreprises. D'après les résultats, l'accès aux mesures de soutien de l'Etat a considérablement augmenté entre les deux rounds d'enquête, soit 7% des entreprises avaient reçu un soutien du Gouvernement lors du premier round contre 37 % lors du deuxième round. En effet, depuis l'année dernière, une entreprise sur deux a déclaré que la crise a eu un impact négatif sur ses activités. Par ailleurs, plus d'un tiers de ces entreprises enquêtées ont indiqué avoir été dans l'obligation de procéder

à des fermetures temporaires et que les Très petites et moyennes entreprises (TPE et PME) constituent la majorité des entreprises ayant déclaré une fermeture que ce soit définitive ou temporaire. En moyenne, ces entreprises, malgré la réouverture de la plupart ainsi que de la reprise des activités à un rythme de croisière, ont perdu 56% de leurs chiffres d'affaires mensuels en mai 2020 par rapport au même mois en 2019. Ce chiffre ne s'était légèrement amélioré que pour atteindre une baisse de 44% entre octobre 2020 et 2019.

Alternative résiliente

Les entreprises ont licencié un nombre important d'employés depuis le début de la pandémie. Ce fut l'alternative la plus probable pour le maintien des activités pour certaines de ces sociétés en perdant en moyenne un sixième de leurs salariés permanents jusqu'en octobre 2020. Les entreprises de taille moyenne, celles opérant dans les secteurs du transport et de l'entreposage, du tourisme et du commerce ont connu les réductions les plus importantes à environ un quart de leur main-d'œuvre. Face à cette situation et surtout à cause de l'incertitude d'une évolution positive du contexte avec la

pandémie qui est encore en train de sévir, des mesures qui augmentent la communication relative aux mesures de soutien existantes sont réclamées par ces TPE et PME. Ces mesures doivent obligatoirement améliorer les capacités des entreprises à s'adapter et innover, et cibler le soutien aux entreprises viables confrontées à des problèmes de liquidité afin de contribuer à une reprise résiliente et durable des petites entreprises à Madagascar. Mais à propos de résilience, les entreprises ont également essayé d'adapter leurs opérations aux nouvelles conditions. Cependant, alors que les grandes entreprises se sont adaptées en augmentant considérablement leur utilisation des solutions numériques, trois quarts des microentreprises n'utilisaient toujours aucun de ces outils dans les enquêtes du deuxième round. 5 % des entreprises ont changé leurs produits ou services en réponse à la pandémie, ce nombre était beaucoup plus élevé, 12,5 %, dans le secteur du tourisme et la situation est encore loin de s'améliorer pour certains de ces secteurs-clés.

« Better World Fund » au dernier festival de Cannes: le « Vita malagasy » mis à l'honneur

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 30 JUILLET 2021

Madagascar a bien été représenté lors du dernier festival de Cannes qui s'est tenu du 6 au 17 juillet dernier. Made For A Woman a représenté la Grande île à travers la diffusion d'un film documentaire intitulé "The Raphia Journey" réalisé par Geoffrey Gaspard, un réalisateur originaire d'Antsiranana. Un fashion show a également été donné, avec un défilé de produits en raphia dessinés et confectionnés par un styliste malgache.

Eileen Akbaraly, fondatrice de Made For A Woman a gagné le prix "Best commitment" lors du Better World Fund. Fondé il y a environ deux ans, Made For A woman, fabricant d'accessoires de luxe pour femmes basé à Antananarivo, compte 16 collaboratrices. Mais pendant la phase de production, 200 femmes rejoignent l'atelier pour boucler les commandes. Toutes les employées, y compris les prestataires, reçoivent complémentaire gratuit comme des cours de français, des cours d'hygiène, de développement personnel entre autres. L'atelier dispose aussi d'une garderie pour les enfants et les femmes bénéficient d'un repas gratuit tous les jours. Fabriqué à partir des raphias de Madagascar, les accessoires sont exportés vers les plus grands show-rooms au monde et s'exposent aux côtés des plus grandes marques.

Grace à sa collaboration avec Made For A Woman, Michela Ramitomboson, styliste et créatrice de la marque "My Mitoo" a vu l'un de ses plus grands rêves se réaliser au cours de cet événement. En effet, elle a dessiné et confectionné les robes présentées lors du fashion-show de l'évènement.

"Lors de mon dernier shooting à Antsiranana avec Geoffrey Gaspard, Eileen Akbaraly a vu mes créations. Elle m'a proposé une collaboration artistique, ce qui m'a tout de suite emballé puisqu'elle sait mettre en valeur les créateurs malgaches en même temps que ses propres produits", se souvient Michela Ramitomboson. "Pour



son défilé au Festival de Cannes, elle m'a donc donné l'opportunité de créer une robe", poursuit-elle. Pour ce faire, Michela s'est inspirée de la collection de sacs, de chapeaux et de différents accessoires de Made For A Woman. "J'ai vu les couleurs, les modèles et j'ai été séduite par un sac qui m'a directement fait penser à une robe. Je me suis basée là-dessus pour esquisser les modèles," relate la styliste.

My Mitoo, entre tradition et modernité
Au départ, Michela a remporté le deuxième prix de la première édition du concours "Festival des arts métisses" à Sainte-Marie (Madagascar) en juillet 2014. L'univers de la mode lui a alors ouvert ses portes et depuis, sa vie a changé. "J'ai grandi, j'ai évolué mais mon univers reste le même, entre tradition et modernité. Nous avons un savoir-faire inépuisable, une faune et une flore endémiques, des paysages magnifiques... Je suis fière de mes origines, d'être née en pleine brousse, dans la végétation, et de vivre à la croisée de plusieurs cultures. Je m'inspire de tout cela !", expose-t-elle. Autant de sources d'inspiration que la jeune femme mobilise pour donner naissance aux pièces et articles de mode qu'elle crée. De plus, les créations de My Mitoo s'inscrivent dans une démarche éthique et écologique

puisque la marque récupère et utilise les chutes de tissus venant des entreprises textiles basées à Madagascar, c'est ce que l'on appelle de l'upcycling. La créatrice tient également à ce que ses vêtements incarnent un esprit « chill », à la fois classe, élégant, confortable et résolument féminin. "J'ai envie de réveiller la fierté des Malgaches. Je ne veux pas que les gens soient forcés d'acheter des marques locales, c'est donc à moi de proposer des créations vita malagasy qui soient à la hauteur, voire meilleures, que les produits internationaux", s'enthousiasme-t-elle. Pour Michela Ramitomboson, voir sa robe sur le tapis rouge du Festival de Cannes constitue un nouveau départ. "Je me sens encore toute petite dans cet univers. Mais je suis fière et j'espère que les Malgaches aussi. Je trouve cela encourageant qu'une personne qui a vécu toute sa vie à Madagascar, qui n'a pas vraiment pu faire de grandes études, trouve son chemin pour participer à un défilé au Festival de Cannes. C'est incroyable !". La styliste aimerait ainsi pouvoir inspirer des gens. "Bien sûr, je crée pour les Malgaches, pour le local. Mais avec le Festival de Cannes, je commence de plus en plus à me dire qu'un horizon international peut être atteint. Ce sera mon prochain challenge", conclut-elle.

Covid-19 – Des chiffres évasifs

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 30 JUILLET 2021

Un exercice compliqué. Il est difficile d'avoir des précisions quant aux impacts réels de la crise sanitaire sur les entreprises du secteur privé. L'étude menée par l'INSTAT, sous l'égide du ministère de l'Économie et de finances, avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale n'a pas répondu à toutes les attentes.

Lors de la première vague de l'enquête, de juin-juillet 2020, 943 entreprises sondées sur 2255 sollicitées ont répondu au questionnaire proposé. Elles étaient 1994 à répondre sur les 4458 contactées, de décembre 2020 à février 2021. Du coup les résultats, même suivant les règles en matière d'échantillonnage, ont été partiels.

Gédéon Rajaonson, un ancien ministre, a remarqué que l'industrie a été un peu oubliée par cette « investigation » alors qu'elle a aussi subi de plein fouet la conséquence induite de l'effet pervers de la propagation du coronavirus sur les activités économiques. 94 % de celles qui ont participé à ce diagnostic ont affirmé avoir perdu 55% de leur chiffre d'affaires.